

**EXCLUSIF UN NOUVEL OUTIL
POUR CHOISIR SON ÉCOLE SECONDAIRE**

**30 000 \$ À GAGNER
GRAND CONCOURS
30^e ANNIVERSAIRE**



L'actua LES CÉGEPS CÉGEPS

**DOSSIER CÉGEPS
GUIDE DE SURVIE
DES ÉTUDIANTS**

**POUR ATTIRER PLUS
DE JEUNES, DES
CÉGEPS ONT CHANGÉ
LES RÈGLES!**

+

**La liste complète
des cégeps les plus
audacieux... à
www.lactualite.com**

**«La musique
contribue à l'unité
du tissu social.»**

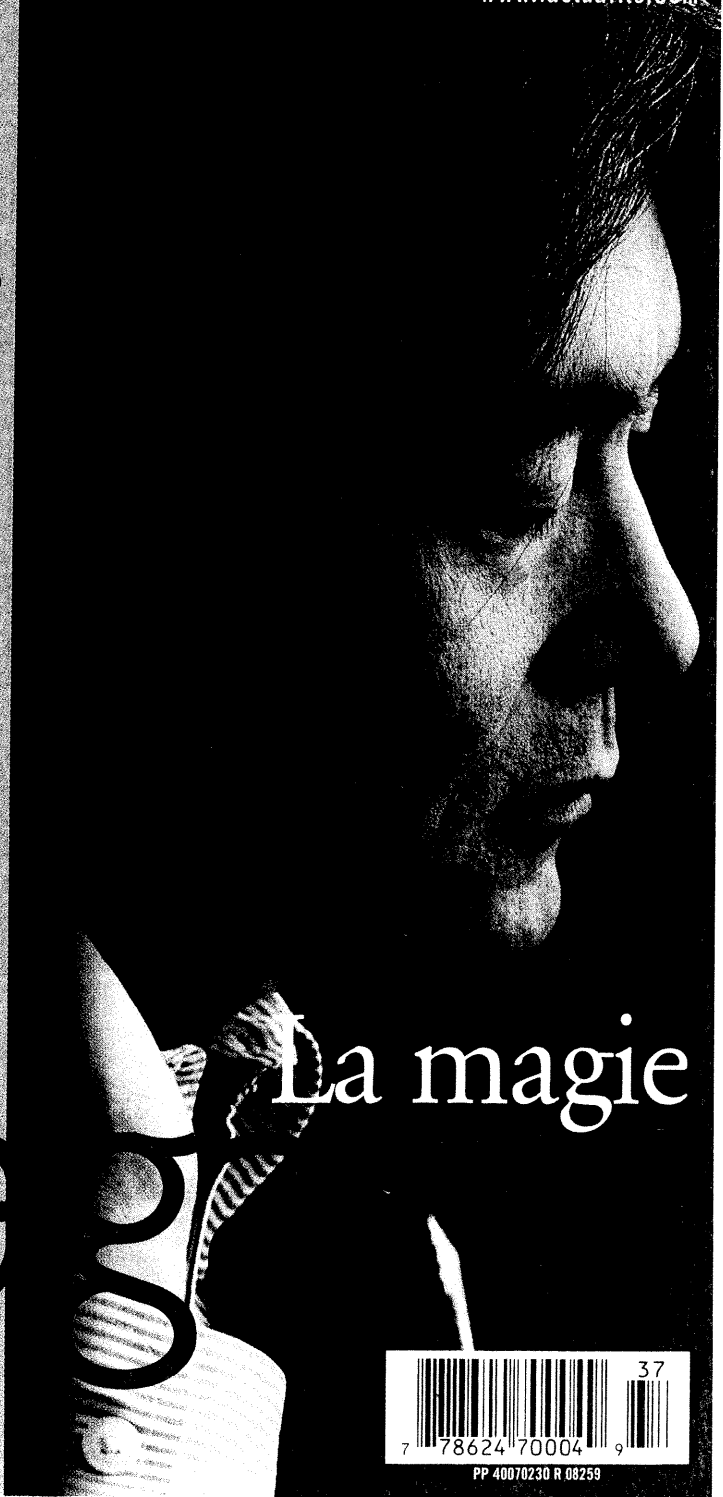
Na

**30
ans**

**MONDE
LE VRAI VISAGE
DU TERRORISME**

**AFFAIRES
LES AVALEURS
DE YANKEES**

www.lactualite.com



La magie

15 SEPTEMBRE 2006 4,95\$
EN KIOSQUE JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE 2006



PP 40070230 R 08259

RÉVOLUTION DA

ENTRER AU CÉGEP SANS UNE 5^E SECONDAIRE ? EH OUI, C'EST MAINTENANT POSSIBLE ! POUR REHAUSSER LE NIVEAU D'INSTRUCTION DES QUÉBÉCOIS ET FAIRE RACCROCHER LES GARÇONS, DES CÉGÉPS ONT CHANGÉ LES RÈGLES DU JEU...

PAR ISABELLE GRÉGOIRE

PHOTOS D'YVES BEAULIEU

L'humanité a commencé avec le big-bang, les planètes, les rivières, le soleil, ensuite Dieu créa les végétaux et les envoya au cégep.»

Lorsqu'il évoque les cégepiens dans son hilarante *Histoire de l'humanité en 7 minutes*, François Morency déclenche à tous coups les fous rires. «Ça touche une perception plus que généralisée, dit l'humoriste de 40 ans. Et cela correspond à ce que j'ai moi-même vécu en sciences humaines : beaucoup de temps à ne rien faire, des planifications de *partys*, des abandons de cours... On ne se fait plus dire quoi

faire comme au secondaire, alors on en fait moins.»

Les cégepiens – et les cégeps – ont pourtant bien changé ces dernières années. Et ils risquent de changer encore. Ébranlés il y a trois ans par la Fédération des commissions scolaires, qui réclamait leur fermeture, victimes du déclin démographique et du manque d'intérêt des jeunes pour les métiers techniques, pressés par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui s'annonce, ils doivent faire preuve d'initiative pour attirer les effectifs.

Et l'une de ces initiatives est déjà en train de bousculer le monde de l'éducation. Quatorze cégeps du Québec offrent aux étudiants des «laissez-passer» pour le collégial dans 38 programmes.

Ainsi, le collège de Rosemont, à Montréal, a attiré depuis 2003 une centaine d'étudiants pour qui le cégep semblait inaccessible. En principe, leur diplôme d'études professionnelles – le DEP, qui couronne ce que les plus âgés connaissent comme le secondaire «technique» – les conduisait à un cul-de-sac. S'ils voulaient entrer au cégep, ils devaient suivre des cours supplémen-

taires. Qu'à cela ne tienne, même sans tous les préalables, ils ont été acceptés à Rosemont en techniques de l'informatique, option gestion de réseaux!

Ce concept des «PASSERELLES», comme on l'a baptisé dans le milieu de l'éducation, est vieux d'une douzaine d'années, mais il prend une nouvelle dimension dans la bataille que livrent les cégeps pour leur survie. Alors qu'il y a deux ans à peine la Fédération des commissions scolaires suggérait d'abolir les cégeps, la tendance est donc aujourd'hui au partenariat.

Créer des ponts, c'est un des objectifs du plan de rapprochement entre les formations professionnelle et technique annoncé en juin 2006 par le ministre de l'Éducation. Doté de 26 millions de dollars sur trois ans, ce plan vise à maintenir l'accès à la formation dans toutes les régions du Québec et à sauver autant que possible les programmes menacés de disparition, faute d'étudiants.

Dans certaines régions, un programme de formation professionnelle sur cinq n'a aucun élève en ce moment. Dans d'autres, un programme tech-

LES CÉGÉPS EN CHIFFRES

- Nombre de cégeps : 48.
- Nombre de cégeps privés subventionnés : 24.
- Nombre d'étudiants : 157 600, surtout âgés de 17 à 24 ans, dont 11 100 au privé.
- Pourcentage d'étudiants dans les programmes préuniversitaires : 48 %.
- Dans les programmes techniques : 48 %.
- Dans les sessions d'accueil et d'intégration : les 4 % restants.

NS LES CÉGÉPS

PASSERELLES...

DEP-DEC

- Quatorze cégeps du Québec offrent aux étudiants titulaires d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) des « laissez-passer » pour le collégial dans 38 programmes.
- La formule existe depuis 1995, mais Québec vient de la relancer. Quatre projets-pilotes, qui comprennent de nouvelles passerelles, ont cours dans quatre régions.

DEC-bac

- On recense 219 passerelles entre le DEC technique et le baccalauréat universitaire — plus une trentaine au stade d'ébauche —, par exemple en administration, en tourisme et hôtellerie ou encore en soins infirmiers.
- La formule existe depuis 1998.
- L'université reconnaît des unités obtenues au DEC technique (d'autres formules existent), ce qui permet aux étudiants de gagner jusqu'à une année à l'université.

nique sur trois est menacé en raison du faible nombre d'inscriptions. Cela alors que toute la machinerie est disponible. Par exemple, il n'y a presque plus d'inscriptions dans le secteur de la foresterie, tant en formation professionnelle que technique, dans les régions du Bas-Saint-Laurent, des Laurentides et de l'Outaouais.

Le Ministère a donc donné un appui financier de 1,2 million de dollars sur deux ans à quatre projets-pilotes —

qui incluent notamment de nouvelles passerelles — dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de Lanaudière (voir l'encadré « Les projets-pilotes », p. 24). L'idée est de retenir les jeunes dans les régions « en collant plus efficacement aux besoins du marché local », dit Normand Bernier, directeur général du cégep de Drummondville, qui participe au projet-pilote du Centre-du-Québec. « Sans pour autant

en faire des employés jetables pour les industries. Nous voulons les former pour qu'ils puissent se développer dans leur métier, pas les enfermer dans une voie trop spécialisée. »

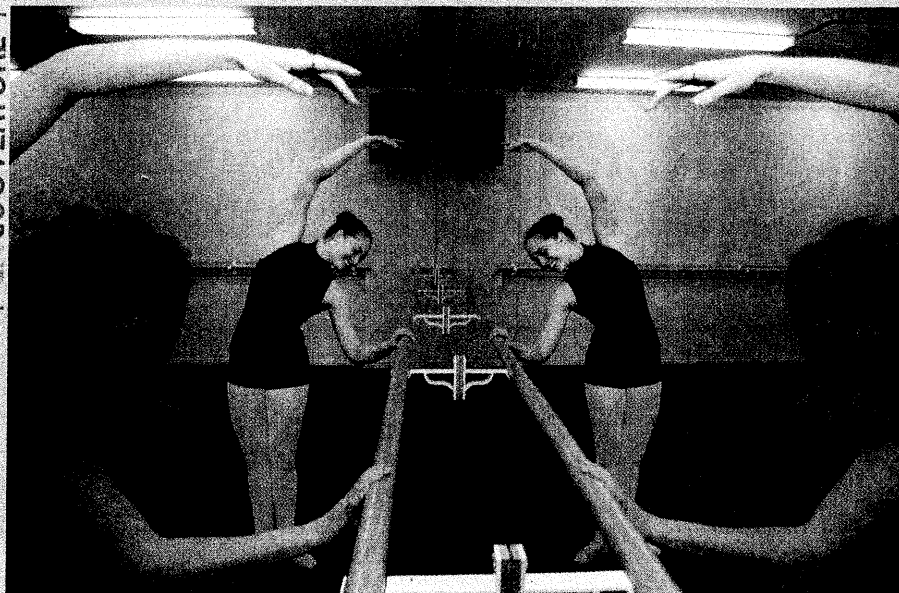
Au collège de Rosemont, on vient par ailleurs de signer des ententes avec l'Université Laval et l'UQAM, pour permettre aux titulaires d'un DEC dans deux domaines informatiques de se voir reconnaître des cours faits au cégep. Et donc de gagner jusqu'à une année à l'université. « Nous allons ainsi faire tomber les barrières entre les trois ordres d'enseignement. Nos étudiants pourront passer du DEP au DEC puis au bac sans transition. Une première au Québec », se félicite Sylvain Angers, coordonnateur du Département des techniques de l'informatique au collège.

Carole Krupa, de Montréal, a pris la passerelle du collège de Rosemont ➔

INÉDIT



Pour la liste complète des passerelles DEP-DEC et DEC-bac, consultez notre site !
www.lactualite.com/education



LES PROJETS-PILOTES

Québec investit pour retenir les jeunes dans les régions avec des programmes techniques qui collent aux besoins du marché local.

• Centre-du-Québec

Dans cette région, les besoins en main-d'œuvre qualifiée sont en hausse, alors que les effectifs scolaires sont en baisse. Pour augmenter ces effectifs, la commission scolaire des Chênes, le cégep de Drummondville et d'autres partenaires régionaux mettront en place le Réseau des intervenants en formation professionnelle et technique. Il aura notamment pour mandat d'harmoniser les programmes de formation donnés par la commission scolaire et le cégep ainsi que d'offrir des services aux entreprises, notamment en matière de formation continue. Déjà, depuis 2003, le cégep de Drummondville offre une passerelle entre le DEP en techniques d'usinage et le DEC en techniques de génie mécanique. Vingt étudiants s'y sont inscrits pour la rentrée 2006 — ils se comptaient

sur les doigts d'une main les années précédentes. Les cours se donnent au centre de formation professionnelle Paul-Rousseau (situé à côté du cégep), l'un des mieux équipés du Québec, mais encore loin d'être occupé à 100 % de sa capacité.

• Lanaudière

Pour encourager les inscriptions en formation professionnelle et technique, les commissions scolaires des Affluents et des Samares ainsi que le cégep régional de Lanaudière se sont entendus pour proposer des passerelles entre le DEP et le DEC. Déjà, une douzaine ont été mises en place (ébénisterie, comptabilité de gestion, électronique industrielle...).

• Montérégie

Pour enrayer le décrochage scolaire dans la région, la commission

en janvier 2005. Après avoir décroché son diplôme au centre de formation professionnelle de l'Ouest-de-Montréal, la jeune femme est passée au cégep et compte persévérer jusqu'à l'université. «Les étudiants qui ont un DEP sont plus motivés, dit-elle. On a déjà fait un an et demi d'études dans notre domaine, alors on sait dans quoi on s'embarque. Et on aime ça!»

Ce n'est pas la première fois que des passerelles sont créées au Québec. Depuis 1995, des dizaines d'expériences ont été tentées. Cependant, faute d'inscriptions, certaines n'ont pas encore fonctionné, comme la passerelle DEP-DEC en agriculture du cégep de Lévis-Lauzon.

Mettre en place une passerelle exige beaucoup d'implication de la part des professeurs et des établissements, observe la sociologue Sylvie de Saedeleer, qui a mené une recherche sur les ententes DEP-DEC

et DEC-bac, dont les résultats seront publiés cet automne par le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES). «Harmoniser les programmes du DEP au DEC prend énormément de temps et d'énergie, dit-elle. Et ça arrange beaucoup de monde, tant dans les cégeps que dans les commissions scolaires, de dire que la formule ne marchera pas.»

Pourtant, lorsqu'on se donne la peine de les promouvoir, les passerelles séduisent. «Pour attirer des candidats vers ces filières, l'envoi de documents ne suffit pas», précise Louise Ménard, professeure au Département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM, qui a effectué plusieurs études sur le sujet. «Il faut aller les rencontrer et les recruter personnellement en les confortant dans leur potentiel de réussite.»

Pour Gaétan Boucher, président de la Fédération des cégeps, les passerelles DEP-

DEC ouvrent une voie intéressante, mais sont loin d'être la terre promise. «Sur les quelque 150 programmes qui existent au collégial, on dénombre à peine une trentaine de possibilités de DEP-DEC, dit-il. Pour pouvoir établir une passerelle, le programme professionnel doit être très consistant et avoir une continuité naturelle avec celui du collégial.»

L'avenir est plutôt aux passerelles entre le DEC technique et le baccalauréat universitaire, croit Gaétan Boucher. Cette formule, qui existe depuis 1998, permet d'obtenir les deux diplômes en cinq ans au lieu de six (l'université reconnaît des unités obtenues au DEC technique; d'autres formules existent). Un parcours attrayant, étant donné que plus de 25 % des diplômés de la formation technique collégiale font des études universitaires, une proportion qui ne cesse d'augmenter.



scolaire de la Vallée-des-Tisserands et le collège de Valleyfield ont décidé de faire front commun. L'objectif est de motiver les jeunes à choisir la formation professionnelle et technique en rendant les parcours scolaires « plus fluides ». Un projet de passerelle est notamment à l'étude: il vise à reconnaître un certain nombre d'heures de formation aux infirmières auxiliaires diplômées et à leur permettre d'accéder plus facilement au programme collégial en soins infirmiers.

• **Saguenay-Lac-Saint-Jean**

C'est la région qui connaîtra la plus forte baisse d'effectifs scolaires d'ici 2014. Le taux de passage du secondaire au collégial y est également l'un des plus bas du Québec. La commission scolaire du Pays-des-Bleuets et le cégep de Saint-Félicien se sont associés pour retenir plus de jeunes et en attirer de l'extérieur — mais aussi pour valoriser les formations professionnelle et technique. Deux cibles prioritaires de formation ont été définies, qui collent aux besoins de la région: la foresterie et le secteur tourisme-hôtellerie-restauration.

Cours de danse au cégep de Drummondville (à gauche), enseignement de l'informatique au collège de Rosemont (au centre) et laboratoire de chimie au collège de Valleyfield.

CÉGEPS EN RÉSEAU

Onze cégeps participent à cinq programmes de « télécollaboration » — sur le principe de la vidéoconférence, mais utilisant Internet. L'enseignement d'une même technique est regroupé. Cela permet aussi aux étudiants de travailler en équipe à distance.

- **Cégeps de Matane et de Rivière-du-Loup: techniques informatiques.**
- **Cégeps de Lévis-Lauzon, de Drummondville et de Trois-Rivières: logistique de transport.**
- **Cégeps de Thetford et de Sept-Îles: électronique industrielle.**
- **Cégeps de Sainte-Foy et de Saint-Félicien: transformation des produits forestiers.**
- **Cégeps de Baie-Comeau et de la Gaspésie et des îles: technologies forestières.**

Au cours de sa recherche, Sylvie de Saedeleer a recensé 219 passerelles DEC-bac — plus une trentaine au stade de l'ébauche —, par exemple en administration, en tourisme et hôtellerie ou encore en soins infirmiers, cette dernière étant offerte partout au Québec.

Autre initiative, **CÉGEPS EN RÉSEAU**, lancée en janvier par la Fédération des cégeps, le Centre francophone en informatisation des organisations (CEFRIO) et le ministère de l'Éducation. Le plan de rapprochement entre les formations professionnelle et technique du ministère de l'Éducation y consacre 1,7 million de dollars sur deux ans. Objectif: maintenir l'offre de formation technique dans les programmes qui accueillent trop peu d'étudiants, en regroupant les effectifs de différents cégeps.

Malgré toutes ces initiatives, le débat sur l'avenir du collégial n'en demeure pas

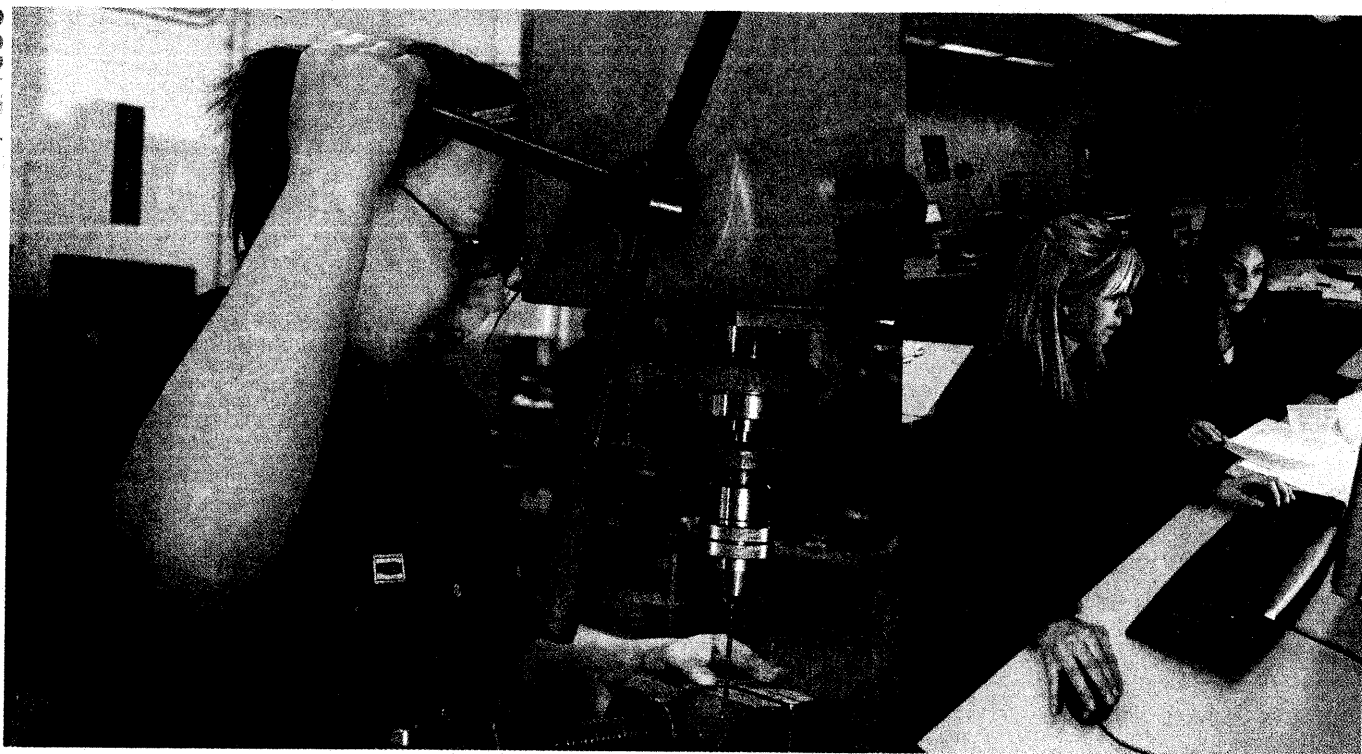
moins d'actualité. À commencer par la question de son sous-financement.

«Les universités jugent leur situation préoccupante, mais la nôtre est alarmante!» dit Gaétan Boucher, de la Fédération des cégeps. Actuellement, les cégeps dépendent à 86% du gouvernement provincial (3% du financement proviennent des droits de scolarité et des frais d'admission, 11% de la vente de biens et services aux étudiants). Et les quatre derniers budgets alloués par Québec (34 millions de dollars en 2006-2007) leur ont tout juste permis de couvrir la hausse des coûts de système — c'est-à-dire l'augmentation annuelle des frais de fonctionnement. Une enveloppe supplémentaire de 15 millions est toutefois accordée aux établissements en baisse d'effectifs.

LES CÉGEPS comptent sur une augmentation des transferts fédéraux pour l'enseignement postsecondaire — dans le cadre de la négociation fédérale-provinciale sur le déséquilibre fiscal —, transferts qui se font attendre. Toutefois, lors de son allocution au récent congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral, le 6 août, le premier ministre, Jean Charest, a annoncé qu'il n'attendrait pas ces fameux transferts pour respecter l'engagement pris par le PLQ avant son élection, en 2003: investir 80 millions (sur cinq exercices financiers) dans les cégeps. La somme exacte qui sera allouée dès l'exercice 2006-2007 (en plus de la somme consacrée aux coûts de système) n'avait pas encore été dévoilée au moment où nous mettions sous presse, mais selon nos informations, il pourrait s'agir de 30 millions dès cette rentrée (30 millions dans l'exercice 2007-2008 et 20 millions en 2008-2009).

«C'est une bonne nouvelle, mais cela ne suffira pas à combler tous les besoins», dit Gaétan Boucher, qui estime que l'ensemble du financement de l'éducation — et en particulier le financement des cégeps — est à revoir. Diverses options doivent d'ailleurs être examinées par le comité d'experts nommé en juin dernier par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, et dont le rapport est attendu au printemps 2007. Plusieurs scénarios sont à l'étude, notamment la possibilité pour les cégeps d'imposer des droits de scolarité semblables à ceux des universités, entre autres pour les programmes techniques, dont certains sont très coûteux. Et aussi le financement par les entreprises privées, au moyen d'incitations fiscales. ☞

LE QUÉBEC EST BON PREMIER AU CANADA POUR LA PROPORTION DE JEUNES DE 25-29 ANS TITULAIRES D'UN DIPLÔME D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES. UNE PERFORMANCE ATTRIBUABLE AUX CÉGEPS, SELON PIERRE FORTIN.



«A-t-on les moyens aujourd'hui d'offrir tous les programmes dans tous les cégeps du Québec? demande Gaétan Boucher. Ne pourrait-on pas combler les besoins de formation des régions au cas par cas, quitte à fermer des programmes quand ces besoins sont satisfaits? Ouvrir sept jours sur sept et s'adapter aux horaires des étudiants? Ou se spécialiser davantage en créant des créneaux d'excellence – comme l'a fait le cégep de la Gaspésie et des Îles avec l'industrie éolienne?»

Rationaliser, c'est beau, mais ce n'est pas évident, dit Normand Bernier, directeur du cégep de Drummondville, qui examine ce dossier pour la Fédération des cégeps. «Il y a beaucoup plus de demandes d'ouverture de nouveaux programmes que de fermetures. Des fermetures, cela sous-entend des suppressions de postes. Les syndicats ne sont guère en faveur de cette idée.»

D'ici 2014, neuf régions du Québec subiront une chute de leur **POPULATION ÉTUDIANTE** dans le réseau collégial, et sept vivront l'inverse. Pour pouvoir s'adapter, les cégeps demandent plus d'autonomie et de souplesse dans leur mode de fonctionnement.

Les techniques de génie mécanique sont une des spécialités dont s'est doté le cégep de Drummondville. À droite: Deux étudiantes de ce collège travaillent à leur projet sur ordinateur.

Le ministère de l'Éducation prévoit que la baisse d'étudiants au collégial dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean sera de 20,6%. «D'ici 2014, le tandem formé par le cégep de Saint-Félicien et la commission scolaire du Pays-des-Bleuets sera le plus touché par la baisse démographique, dit Louis Lefevre, directeur général du cégep. Pour ne pas disparaître, nous avons décidé d'unir nos forces.» Son ambition: faire de la région un lieu de formation

unique – notamment dans la filière bois et foresterie – pour attirer des étudiants non seulement de la région, mais aussi de l'extérieur.

Dans Lanaudière, les problèmes sont différents: le nombre d'élèves au collégial doit y augmenter de 10% d'ici 2014 (ils étaient 1 426 à l'automne 2004). «Notre région aura 35 000 emplois à pourvoir dans les prochaines années», dit Céline Durand, directrice générale par intérim du cégep régional de Lanaudière, qui regroupe les collèges de Joliette, de L'Assomption et de Terrebonne. «Et nos entreprises manquent déjà cruellement»

POPULATION ÉTUDIANTE: DES EFFECTIFS EN BAISSÉ... ET EN HAUSSE

RÉGIONS QUI, D'ICI 2014, SUBIRONT UNE BAISSÉ D'ÉTUDIANTS AU COLLÉGIAL

Abitibi-Témiscamingue:	-13,7%
Bas-Saint-Laurent:	-19,5%
Capitale-Nationale:	-3,2%
Centre-du-Québec:	-7,6%
Chaudière-Appalaches:	-17,3%
Côte-Nord:	-17,3%
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine:	-18,7%
Mauricie:	-13,4%
Saguenay-Lac-Saint-Jean:	-20,6%

RÉGIONS QUI ENREGISTRERONT UNE HAUSSE

Estrie:	+1,5%
Lanaudière:	+10,2%
Laurentides:	+14,9%
Laval:	+17,4%
Montréal:	+10,3%
Outaouais:	+3,0%

(Source: MELS, janvier 2006)

de techniciens dans bien des secteurs.» Pour répondre à leurs demandes, le cégep régional de Lanaudière s'est attelé, avec deux commissions scolaires, à la mise en place d'une douzaine de passerelles (ébénerie, comptabilité de gestion, électronique industrielle...).

En 2003, la Fédération des commissions scolaires proposait d'éliminer carrément le secteur préuniversitaire — les programmes de sciences administratives et de sciences de la santé, par exemple — pour le rempla-

cer par une 6^e année au secondaire et une 1^{re} année à l'université. Québec aurait économisé un milliard de dollars par an, estimait la Fédération. Pour l'économiste Pierre Fortin, l'argument reposait «sur une absurdité mathématique». «Les cégeps ont une incidence favorable et bien documentée sur la scolarisation, l'acquisition de diplômes, l'emploi, la productivité et les inégalités sociales, dit-il. Ils procurent à très bon compte au Québec sa solide performance en scolarisation et en diplomation au-delà du secondaire.»

Avec les cégeps, le Québec, qui partait de loin, a rattrapé son retard en éducation par rapport au reste du pays. Mieux: il est bon premier pour la proportion de jeunes de 25-29 ans titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires (70 %, contre 60 % ailleurs au Canada, selon le recensement de 2001). Une bonne performance attribuable aux cégeps, selon Pierre Fortin, qui a mené une étude sur le sujet à l'occasion du Forum sur

l'avenir de l'enseignement collégial, en 2004.

Alors que le Québec fait piètre figure au secondaire, avec le taux de décrochage le plus élevé au Canada, c'est exactement l'inverse au-delà de ce niveau, souligne l'économiste. Ailleurs au pays, le manque d'argent, l'indécision sur l'orientation et l'éloignement de l'établissement scolaire empêchent les jeunes de faire des études postsecondaires. Ce qui est beaucoup moins souvent le cas au Québec — grâce aux cégeps.

«En offrant un antidote à la "fatigue du secondaire" un an plus tôt qu'ailleurs, une excellente accessibilité en région, une voie unifiée, une transition douce entre la formation générale et les formations spécialisées, tout en exigeant des droits modiques, le système des cégeps aplanit ces obstacles à la poursuite des études», explique Pierre Fortin.

Encore lui faudra-t-il s'adapter aux défis de demain. ☒

AUTRE

• *Les cégeps, une grande aventure collective québécoise, sous la direction de Lucie Héon, Thérèse Hamel et Denis Savard. Presses de l'Université Laval (parution prévue pour octobre 2006).*

• *Les logiques sociales et la réussite scolaire des cégépiens, par Jacques Roy, coll. «Regards sur la jeunesse du monde», Presses de l'Université Laval, 2006.*

LE DIFFICILE PARCOURS VERS LA RÉUSSITE

Beaucoup de nouveaux emplois demandent un DEC. Mais trop d'élèves trouvent la marche bien haute. Comment les aider?

TROIS NOUVEAUX EMPLOIS SUR CINQ créés au Québec exigent au minimum un diplôme d'études collégiales (DEC). Or, seulement 39 % de la population du Québec possédaient un tel diplôme en 2003. Même si cette proportion a presque doublé en 30 ans (elle était de 21 % en 1975), on est encore loin de l'objectif de 60 % fixé par le ministère de l'Éducation dans son plan stratégique 2005-2008.

Pour atteindre cet objectif, il faudra commencer par mieux préparer les élèves, sachant que plus leur moyenne générale est élevée au secondaire, meilleures sont leurs chances de réussir au collégial. Selon une étude de la Fédération des cégeps, la marche qui sépare les deux niveaux est cependant perçue comme trop haute et de nombreux élèves peinent à la gravir.

Les garçons surtout. «Décrocheurs au secondaire, ils sont également moins persévérants au collégial et leurs résultats sont inférieurs à ceux des filles», observe Jacques Roy, professeur au cégep de Sainte-Foy et membre de l'Observatoire Jeunes et Société, qui a mené une étude sur la réussite dans l'ensemble du réseau collégial. Alors que 78 % des filles inscrites en formation préuniversitaire ont obtenu leur diplôme d'études collégiales (DEC) en 2003-2004, la proportion n'était que de 64 % pour les garçons.

Même si, depuis 1997, les conditions d'admission au collégial ont été relevées, le bagage de connaissances des nouveaux inscrits demeure incomplet, observe Gaétan Boucher, PDG de la Fédération des cégeps. Pour combler leur retard et les mettre à niveau, les cégeps ont dû multiplier les services d'aide dans toutes les matières (voir «Le guide du cégépien futé», p. 31).

Avec la réforme de l'éducation, qui vient d'être enclenchée au secondaire, les ados seront-ils mieux armés pour le collégial? Gaétan Boucher craint que non. Même si les exigences pour obtenir le DES seront accrues en 2010, ce diplôme ne sera toujours pas

suffisant pour entrer directement au collégial, déplore-t-il. «Il manquera encore les maths de 5^e secondaire.» Au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), on explique que le DES n'est pas uniquement une voie d'accès au collégial, mais qu'il constitue également une finalité pour beaucoup d'élèves...

Toutefois, alors que les premiers élèves de la réforme (qui ont suivi le nouveau régime pédagogique depuis leur entrée au primaire, en 2000) arriveront au cégep en 2010, l'arrimage entre les programmes de 4^e et 5^e secondaire et les programmes du collégial — et notamment la question des préalables — n'est toujours pas réglé. Et pour cause: le nouveau programme du 2^e cycle du secondaire n'est pas encore prêt.

Les élèves du réseau privé (7 % du total) semblent mieux traverser leurs études collégiales que ceux du public. C'est ce que montre une recherche effectuée en 2004 par Martin Riopel, professeur de sciences au collège Jean-de-Brébeuf, à Montréal — recherche accessible dans le site de l'Association des collèges privés du Québec (ACPQ): www.cadre.qc.ca/acpq. Dès le premier trimestre, les collèges privés se démarquent par une plus grande capacité d'intégrer — et de faire réussir — leurs nouveaux élèves. Des données que confirment les travaux de Jacques Roy sur la réussite au collégial.

«Nous nous distinguons surtout par notre plus petite taille», dit Pierre L'Heureux, directeur général du collège Mérici, à Québec, et président de l'ACPQ. «Et par notre environnement éducatif plus chaleureux.» Les collèges privés réussissent également à faire participer activement les parents — une idée dont le réseau public devrait s'inspirer, croit Jacques Roy. «Les parents sont des acteurs à part entière de la réussite au collège, dit-il. Les cégeps devraient inventer avec eux des façons de profiter du potentiel de leur soutien. Les étudiants en seraient les premiers bénéficiaires.»

LE GUIDE DU CÉGÉPIEN FUTÉ

L'HUMORISTE MARIO JEAN DIT QU'IL A PASSÉ
AU CÉGEP LES HUIT PLUS BELLES ANNÉES
DE SA VIE. QUELQUES CONSEILS DE
PROS POUR RÉUSSIR... EN MOINS DE TEMPS.

PAR ISABELLE GRÉGOIRE



Plus de 150 programmes. Les activités parascolaires. Le boulot. Les travaux. Les cours. Le chéri ou la chérie. Les sorties. La vie de cégep, c'est la liberté. Mais la liberté, c'est ben de l'ouvrage! Comment triompher? ☺

ILLUSTRATIONS D'ALAIN RENO

ÉDUQUE TES PARENTS!

Au cégep, le dossier de l'étudiant est confidentiel. Les parents ne peuvent plus téléphoner pour connaître l'horaire ou les résultats scolaires de leur ado. Ce n'est pas une raison pour se désintéresser de ses études: ils ont encore un rôle majeur à jouer dans sa réussite.

Comme le souligne Jacques Roy, professeur au cégep de Sainte-Foy et membre chercheur de l'Observatoire Jeunes et Société, le soutien familial — financier et moral — est l'un des meilleurs garants de la persévérance dans les études... et vice versa.

«Les parents doivent faire de plus en plus confiance à leur jeune, lui laisser la paix et le soutenir en même temps, dit Normand Bernier, directeur du cégep de Drummondville. Et l'encourager à persévérer, même en cas d'échec.» Les cégepiens interrogés confirment: s'ils aiment savoir que leurs parents sont là pour les écouter et les aider quand ils en ont besoin, ils ne veulent plus les avoir tout le temps derrière leur épaule! Ils ne se sentent d'ailleurs pas si mal au foyer: 72% des cégepiens y vivent toujours, et ils y restent plus longtemps qu'avant.

SUIS TON CŒUR ET PRENDS TON TEMPS...

Les cégepiens n'ont jamais eu autant de choix. Il y a plus de 150 programmes pré-universitaires ou techniques! Résultat: ils sont indécis. Quatre sur cinq n'ont pas de plan de formation précis... et un sur trois change d'idée en cours de route.

Beaucoup cèdent à la pression de leurs parents ou amis en empruntant une voie qui ne les passionne pas. «Erreur!» dit Jennifer Morin, étudiante en techniques d'éducation spécialisée au collège de Valleyfield. «Il faut choisir ce qu'on aime. Sinon, on risque de se "pogner le beigne", de couler ses cours et d'abandonner. Si on ne sait pas ce qu'on veut faire, autant prendre une année sabbatique pour réfléchir.»

Autre option: s'inscrire à une session «d'accueil et d'intégration», qui permet d'explorer différents cours durant un trimestre tout en récoltant des unités. Une session de magasinage, quoi... La plupart des collèges invitent par ailleurs les élèves de 4^e et 5^e secondaire à devenir des «étudiants d'un jour» et à découvrir une formation en étant jumelés avec des cégepiens.

Un changement d'orientation, ce n'est pas grave et c'est même sain, dit Pierre Lanciault, conseiller d'orientation au cégep du Vieux Montréal. «On est au cégep pour explorer, se connaître. Mais un changement doit être fait intelligemment, pour les bonnes raisons. Il ne s'agit pas de butiner d'un programme à l'autre!»



PRENDS TON TEMPS... MAIS PAS TROP!

À peine un cégepien sur trois décroche son DEC dans le temps prévu — soit deux ans (quatre trimestres) au préuniversitaire et trois ans (six trimestres) au technique.

De nombreux étudiants — notamment ceux qui travaillent de longues heures parce que, autonomes, ils doivent gagner leur croûte — préfèrent allonger leurs études d'un ou plusieurs trimestres. Avec un horaire de cours allégé, ils espèrent obtenir une meilleure cote R (voir plus loin). «Stratégie intéressante pour certains, dit Monique Dupuis, conseillère pédagogique au cégep du Vieux Montréal. Mais généralement, plus un élève prend son temps, moins il réussit, car à la longue il perd sa motivation.»

Après mûre réflexion, François Goulet, joueur de soccer de 18 ans qui étudie en sciences de la nature au collège François-Xavier-Garneau, à Québec, a quand même décidé de boucler son programme en cinq trimestres au lieu de quatre. «Je ne le regrette pas, dit-il. Comme j'ai moins de cours, j'ai beaucoup plus de temps pour étudier et faire du sport. Et mes résultats ont augmenté.»

Pour être efficace, cette formule doit être planifiée avec le Service d'aide pédagogique, ajoute Claire Cyr, conseillère d'orientation au cégep de Limoilou, à Québec. «Il

y a un ordre des cours à respecter, certains sont préalables à d'autres et tous ne sont pas offerts à chaque trimestre. Parfois, il peut y avoir un décalage d'un an.»

RESPIRE PAR LE NEZ

Le premier trimestre au cégep est crucial: c'est à ce moment-là que beaucoup décrochent. Manque de motivation, difficultés d'adaptation au rythme du collégial, peur de s'être trompé d'orientation... Durant cette période d'adaptation, il n'est pas toujours aisé de trouver ses marques. Il est facile de se décourager...

«D'autant que certains doivent vivre une triple adaptation, observe Jacques Roy. Le passage au régime collégial, celui de la campagne à la ville, et la première coupure avec les parents. Mais s'ils sont nombreux à essayer des échecs au premier trimestre, la plupart parviennent à se rattraper — parfois en changeant de programme pour se diriger vers un autre qui les intéresse vraiment.»

Si certains sont autonomes et vivent en appartement (28 % des cégepiens), beaucoup ne réussissent à se prendre en charge qu'après le premier trimestre. «En arrivant, ils sont loin d'être des adultes», souligne Denise Jamison, adjointe au directeur des études du cégep de Drummondville. «Ceux de 2^e année les trouvent pas mal bébés! Mais dès l'année suivante, leur maturité est clairement visible.»

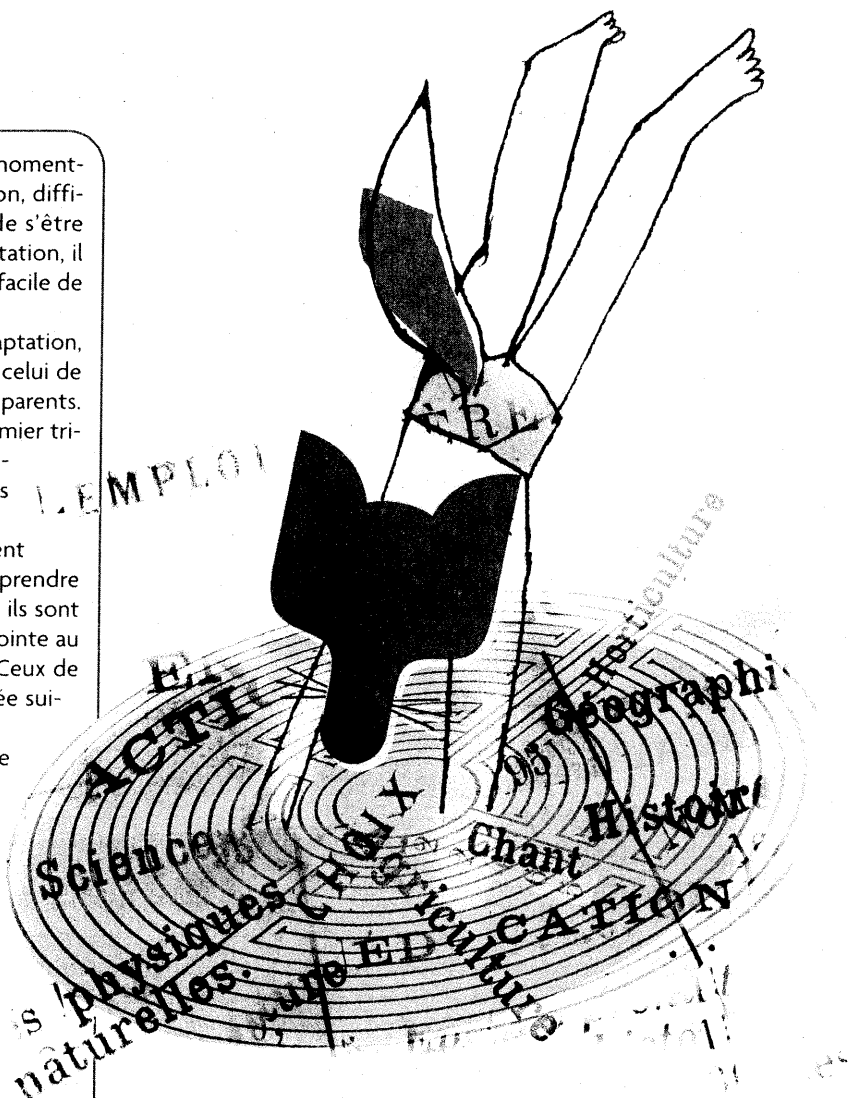
Et puis, il y a moyen d'aller chercher un coup de pouce. Centres d'aide en français, en maths, en philo ou en sciences; tutorat par les pairs; ateliers de préparation aux examens; conseiller d'orientation; aide scolaire individuelle... Les collèges ont même mis en place une «pédagogie de premier trimestre», pour atténuer le choc de la transition secondaire-collégial. Avec, par exemple, la remise d'un bulletin de mi-trimestre ou l'allègement des horaires. Les cégeps offrent aussi une panoplie de programmes d'encadrement destinés à amener les étudiants à réussir — le plus souvent gratuitement ou à un coût minime.

«Le problème, c'est que beaucoup n'en profitent pas, observe Monique Dupuis. Et ceux qui le font ne sont pas tou-

LES COLLÈGES ONT MIS EN PLACE UNE «PÉDAGOGIE DE PREMIER TRIMESTRE», POUR ATTÉNUER LE CHOC DE LA TRANSITION SECONDAIRE-COLLÉGIAL.

jours ceux qui en ont le plus besoin: des filles qui ont des notes de 80 % vont au centre d'aide pour avoir 85 %, alors que des garçons qui ont 62 % croient que ce n'est pas pour eux!» Afin de les attirer, les responsables des différents services se présentent en classe et certains profs fixent eux-mêmes les rendez-vous pour leurs élèves les plus à risque.

En plus du soutien à la réussite, les cégeps offrent différents autres services — ceux de psychologues, notamment. L'âge du cégep est celui des premières peines d'amour, des problèmes d'estime de soi, de l'isolement (surtout quand on arrive d'une autre région), de la détresse psychologique (en 2002-2003, il y a eu 14 suicides et 79 tentatives dans 30 cégeps).



ACHÈTE UN AGENDA!

Les cégepiens sont des gens débordés. Si l'on additionne les heures de cours, de laboratoire et de travail personnel requis, la semaine scolaire d'un cégepien doit compter en moyenne 45 heures, dit Monique Dupuis.

À cela, il faut ajouter le sport, les activités parascolaires, les amis, la vie amoureuse... En outre, 72 % des étudiants occupent un emploi rémunéré, et 25 % d'entre eux boulonnent plus de 20 heures par semaine, selon le sociologue Jacques Roy. «On a longtemps considéré que, pour ne pas nuire aux études, le travail ne devait pas excéder 15 heures par semaine, dit-il. On parle aujourd'hui de 25 heures: les étudiants sont devenus des maîtres de la conciliation travail-études.» Mais cela ne vaut pas pour tout le monde, précise-t-il; pour certains, 10 heures, c'est déjà trop!

Bien des jeunes, maternés jusqu'en 5^e secondaire, arrivent au collégial sans méthode de travail. Des cégeps offrent d'ailleurs des ateliers sur la prise de notes, la préparation aux examens et la gestion du temps et du stress.

«L'important, c'est de reconnaître ses limites et de se garder du temps libre pour prévenir la dépression, l'épuisement», dit Claudia Turcotte, 18 ans, étudiante en sciences humaines au cégep de Drummond- ☺

ville. «L'agenda est indispensable pour prévoir longtemps à l'avance la remise de travaux et éviter d'étudier pour tous les examens en même temps.»

«La grosse différence entre le secondaire et le cégep, c'est le nombre d'heures consacrées aux travaux et à l'étude en dehors des cours», dit François Goulet, étudiant du collège François-Xavier-Garneau, à Québec. «Prendre du retard est la pire chose à faire. Retrouver le rythme du cours est dix fois plus dur que de simplement travailler de façon régulière. Il faut profiter des grands trous dans nos horaires (souvent quatre ou même six heures par jour) pour lire nos manuels: les notes d'examen suivent, sans surprise.»

Étudiant en sciences, lettres et arts – un programme très exigeant – au collège Marianopolis, à Montréal, William Robinson, 18 ans, est un as de l'organisation. «Je passe de 5% à 10% de mon temps d'étude à planifier mon horaire, dit-il. Sur mon ordinateur, j'ai en permanence la liste des travaux à faire dans un délai d'un mois. Je consacre beaucoup de temps à étudier, mais j'ai aussi besoin de temps pour manger, dormir, faire de l'exercice, aider à la maison et jouer à l'ordi!»

Bien sûr, certains étudiants sont capables de travailler sous pression, reconnaît Claire Cyr. «Mais ce n'est pas une bonne stratégie à long terme. Tôt ou tard, quelque



chose va s'en ressentir: la santé, les résultats ou les deux.»

PENSE «COTE R»

Pour qu'un étudiant soit admis à l'université, le diplôme d'études collégiales (DEC) n'est pas toujours suffisant. Dans les programmes contingentés (architecture, droit, enseignement, médecine...), les résultats scolaires sont déterminants. Pour sélectionner équitablement les candidats, les universités québécoises utilisent depuis 1996 une unité de mesure statistique: la cote de rendement au collégial – sur-

nommée «cote R» –, qui s'échelonne généralement de 15 à 35.

Calculée par le ministère de l'Éducation, la cote R regroupe deux données: la cote Z, qui permet de situer un étudiant dans son groupe, et un indicateur de la force relative de ce groupe. Auparavant, seule la cote Z était utilisée par les universités, mais celle-ci avait un effet pervers: les étudiants inscrits dans les groupes forts avaient du mal à décrocher une bonne cote Z. La cote R corrige cet effet en tenant compte de la force des élèves qui constituent un groupe – en fonction de la moyenne des notes de ces élèves en 4^e et 5^e secondaire. Peu importe leur collège, les étudiants ont ainsi une chance égale d'être admis au programme souhaité.

Une cote R moyenne (25) permet d'accéder à la plupart des programmes. Pour les plus contingentés, comme la médecine, une cote R de 34 peut être exigée et d'autres critères peuvent s'ajouter (entrevue, présentation d'un dossier, test d'admission...). Un tableau comparatif des exigences des universités québécoises est affiché dans le site de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (www.crepuc.qc.ca). Les étudiants sont admis en ordre décroissant de la cote R et les universités publient chaque année (dans leurs sites Internet) la valeur de la cote R du dernier candidat collégien admis.

«FOXÉ» INTELLIGEMENT!

Les règles de présence varient d'un collège, d'un cours et d'un enseignant à l'autre (certains ne prennent pas les présences). Si l'assiduité n'est pas toujours obligatoire, il faut généralement assister à au moins 80% des heures d'un cours, sous peine d'être exclu de ce cours. Une exclusion est considérée comme un échec, qui figure au bulletin et influe sur la cote de rendement – la fameuse cote R. «Des cours manqués au cégep, c'est plus dur à rattraper qu'au secondaire», dit Julien Perron-Piché, 18 ans, qui vient d'obtenir son DEC en sciences de la nature au cégep de Valleyfield. «Et ça donne de bonnes chances de rater ses examens.»

Les étudiants ont un délai de trois semaines, après le début du trimestre, pour abandonner un cours sans préjudice. Laisser tomber un cours après la date officielle des annulations correspond à un échec.

Si la «taxe à l'échec» n'existe plus depuis 2000, elle a été remplacée par le «contrat de réussite». L'étudiant qui a échoué à plus d'un cours dans un même trimestre doit s'engager à fréquenter les services d'aide proposés par son cégep – sous peine d'exclusion.

Les cégepiens sont de plus en plus assidus, observe Gaétan Faucher, directeur général du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM). «Les étudiants manquent moins de cours au cégep qu'à l'université, dit-il. Beaucoup de professeurs nous disent que tous les étudiants sont présents dans leur classe!» Les cégepiens sont aussi très calculateurs, ajoute Olivier Ménard, professeur de français au collège Montmorency, à Laval. «Ils savent exactement combien de cours ils peuvent manquer sans rater leur trimestre.»

POUR EN SAVOIR PLUS

- Fédération des cégeps du Québec: www.fedecegeps.qc.ca
- Service régional d'admission du Montréal Métropolitain (SRAM): www.sram.qc.ca
- Service régional d'admission au collégial de Québec (SRACQ): www.sracq.qc.ca
- Association des collèges privés du Québec: www.cadre.qc.ca/acpq

À LIRE

- *Les carrières du collégial* (édition 2006) et *Les carrières d'avenir 2006*, Les Éditions Jobboom.
- *Guide Choisir: Secondaire-collégial 2006*, *Guide Choisir: Université 2006*, *Palmarès des carrières 2006*, *Le guide Cursus*, Septembre éditeur.